



Allocution de Monsieur Yves Bigot, Directeur général de TV5 Monde

« **Découvrabilité des contenus francophones : quels enjeux ?** »

Visioconférence : *Quelle action parlementaire francophone pour la
réglementation du numérique ?*

6 mai 2021

Seul le prononcé fait foi

Le 9 septembre dernier, TV5MONDE lançait la plateforme francophone, mondiale et gratuite, TV5MONDEplus, disponible sur le site tv5mondeplus.com et les applications TV5MONDE plus Android et iOS.

Sa mission, telle qu'énoncée par le gouvernement canadien qui l'a initiée, avec le soutien de la France, de la Confédération suisse, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, du Québec et désormais aussi de l'Organisation Internationale de la Francophonie, est de permettre « la découvrabilité des programmes en français dans l'espace numérique ».

Déjà, qu'est-ce que la découvrabilité ? On le devine, mais il est bon de le préciser. Il s'agit de rendre ces programmes francophones disponibles aux usagers, et d'assurer que ces derniers en aient la connaissance pour espérer les consommer.

Diffuser et promouvoir, disons-nous depuis des décennies dans le monde d'avant, celui de la télévision qu'on qualifie aujourd'hui de linéaire, mais qui reste bel est bien d'actualité malgré les GAFAM, comme les audiences réalisées depuis quatorze mois de pandémie l'ont spectaculairement démontré.

Cette découvrabilité nous la pratiquons donc depuis toujours, sous un autre nom. Il n'empêche qu'elle n'a jamais été aussi importante qu'aujourd'hui, où nos valeurs communes, celles de la francophonie, dont nous n'avons pas l'exclusivité mais qui nous sont intrinsèques, de démocratie, d'éducation, de tolérance, de diversité et désormais aussi de développement durable et de protection de la planète et de l'environnement, sont menacées comme elles ne l'ont plus été depuis la Seconde Guerre Mondiale.

Certes, le français est la cinquième langue la plus parlée au monde, la seconde la plus enseignée, mais internet est le royaume de l'anglais, venant accentuer encore sa domination culturelle et scientifique des soixante dernières années.

Nous ne pouvons donc, comme nous le pratiquons depuis toujours à TV5MONDE, et ainsi que l'a exprimé le président de la République Française, Emmanuel Macron, lors de son discours du 20 mars 2018 à l'Institut de France, pratiquer le français que dans le cadre du multilinguisme. Avec, et non pas contre ou au-dessus, des autres langues internationales, des langues nationales, locales et vernaculaires.

A la télévision, comme dans l'univers des plateformes, cette approche moderne, la seule possible désormais, est rendue possible par le sous- titrage. Sur nos huit chaînes généralistes et nos deux chaînes thématiques, jeunesse et art de vivre, nos programmes sont ainsi sous- titrés en treize langues : anglais, allemand, néerlandais, espagnol, roumain, russe, arabe, japonais, coréen, vietnamien, chinois simple, chinois traditionnel et français. Pour des raisons budgétaires, nous avons dû ces dernières années nous priver du portugais et du polonais. Il serait utile de trouver demain les moyens de les restaurer et de leur ajouter le turc, l'hindi, le bahasa indonésien, le swahili, le lingala...

La plateforme TV5MONDEplus, elle, voit ses programmes seulement sous-titrés en cinq langues : français, anglais, espagnol, arabe et allemand.

Pour quoi seulement ? Le budget, là aussi.

Les enjeux ? Ils sont évidents. Si nous voulons espérer réaliser les prévisions du World Population Prospect pour l'ONU, confirmées depuis par celles de l'OIF, d'atteindre 400 millions de locuteurs du français dans quatre ans, 700 millions en 2050, il nous faut pour cela nous assurer que les jeunes et futures populations des pays francophones(et de Chine, des Etats-Unis, etc.), continuent d'apprendre, de pratiquer et de favoriser le français.

Nous n'y parviendrons que si parler français leur permet de trouver un travail, de faire du commerce, mais aussi et surtout si la culture en français les séduit, les attire, leur donne envie de créer et de partager dans cette langue. L'anglais ne s'est pas imposé comme *lingua franca* – un paradoxe lexical – qu'en raison de la puissance de l'Empire Britannique, de l'organisation supérieure du Commonwealth mais bien de la puissance culturelle britannique et américaine, de sa technologie qui dicte les usages et le langage, les expressions, les mots associés. Hollywood, les Beatles, Michael Jackson, Apple et Amazon ont conquis la planète. Ce sont eux – et la puissance militaire et économique américaine qui ont promu la langue de Shakespeare jusqu'à la rendre dominante.

Il est aujourd'hui essentiel d'assurer et de promouvoir la découvrabilité des œuvres, des artistes, des créateurs, de la culture, des entreprises, francophones, partout sur la planète, leur attractivité aussi. L'enjeu, ce n'est pas seulement l'influence des pays francophones, culturelle, économique, politique, c'est l'avenir de nos enfants, de nos petit- enfants, leur emploi, leur place dans la monde.

Le rapport de Jacques Attali sur la francophonie avait établi, il y a quelques années, que l'on fait 60% de commerce en plus avec ceux dont on parle la langue. Fort bien. Encore faut-il justement que ceux-ci soient le plus nombreux possible. Ce qui ne sera justement réalisable qu'en rendant plus efficace la découvrabilité des programmes en français, de toutes les manières existantes et à venir.

Bien sûr, cela se heurte à des questions de distribution, que nous avons résolues : nos chaînes sont disponibles sur l'ensemble de la planète, Chine comprise ; notre plateforme l'est aussi, à l'exception pour l'instant des Pays-Bas (fin 2021) et de la Chine. A des questions budgétaires, comme tout, pour la promotion, le marketing, le faire savoir. Mais aussi à la problématique de la disponibilité des droits. Le « yaka fokon » ne fonctionne pas en matière d'acquisition de programmes : ils ne sont pas gratuits, et les producteurs ne sont pas des bénévoles, ni des mécènes : ils vendent aux plus offrants. Qui de nos jours, sont souvent les plateformes américaines, Netflix, Disney, Amazon Prime, demain chinoises, russes. Comme cela s'est passé dans la musique, ces multinationales développent des filiales dans nos pays, achètent nos programmes, produisent directement avec nos réalisateurs, nos auteurs, nos techniciens, nos comédiens. Nous ne pouvons que nous en réjouir, mais nous ne pouvons pas nous en remettre à eux. C'est pourquoi nous devons encourager la création de groupes francophones privés d'une part, et surtout, financer nos services publics de radio et de télévision beaucoup plus puissamment que nous ne le faisons actuellement. Pour deux raisons absolument essentielles :

- La première, donc, c'est pour nous assurer de produire des fictions, de cinéma comme de télévision, qui racontent nos histoires, nos imaginaires, portent nos valeurs fondamentales, revendiquent notre identité dans toutes ses diversités.
- La seconde, dans cet univers d'infox, de *fake news* si vous les comprenez mieux ainsi, d'influences géopolitiques basées sur le mensonge et la désinformation, l'intoxication, c'est de fournir à nos citoyens une information fiable et vérifiée pour qu'ils puissent se comporter et se prononcer en connaissance de cause, notamment lorsqu'ils sont consultés et appelés à voter.

Alors je sais : c'est moche que ce soit justement quand on n'a jamais eu autant besoin de moyens pour assurer notre liberté et celle de nos modèles de société, nos démocraties, la République, que nous n'ayons précisément plus de pognon. Sauf que la crise sanitaire de la COVID-19 a démontré que quand on croit qu'il n'y en a plus, c'est justement là qu'on s'aperçoit qu'il y en a beaucoup dès lors que c'est une urgence. Il ne tient qu'à vous, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, de décider si la découvrabilité des programmes francophones et la garantie d'une information crédible constitue ou non une urgence pour le futur de nos états et de nos descendants.

